



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division  
des projets spéciaux divers (XN)  
Canadian Building  
219 Laurier Ave. West, 13th Floor  
Room 13077  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Solution d'achats électronique(SAE)	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN578-131350/H	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 019
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20131350	<b>Date</b> 2016-08-15
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XN-111-30112	
<b>File No. - N° de dossier</b> 111xn.EN578-131350	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-09-19</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Thauvette, Maxime	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 111xn
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-2201 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Demande de propositions  
(DP)****Modification de sollicitation: 019****But:**

Le but de cette modification est de prolonger la date de clôture de la présente demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

**(A) CHANGEMENTS****CHANGEMENT: 125**

Supprimer la section 5.4.4 *Attestations de sécurité des TI* de l'annexe 1 - *Énoncé des travaux* en entier et la remplacer par ce qui suit :

**5.4.4 Attestations de sécurité des TI**

L'entrepreneur doit conserver les attestations et les normes d'audit fournies dans le cadre de sa soumission pendant toute la durée du contrat.

L'entrepreneur (et/ou son sous-traitant) doit (doivent) fournir une attestation de niveau 1 de la norme Payment Card Industry Data Security Standard (PCI DSS) avant de permettre le traitement de cartes de crédit au moyen de la SEA. L'entrepreneur doit maintenir son attestation de niveau 1 de la norme PCI DSS pendant toute la durée de vie opérationnelle de la SAE à l'appui du présent contrat.

**CHANGEMENT: 126**

À la sous-section 3.5.6 *Exigences*, de la section 3.5 *SECTION D – GESTION DE L'APPROVISIONNEMENT* de l'annexe 1, supprimer l'exigence D-19.05 dans son intégralité.

**CHANGEMENT: 127**

À la sous-section 4.4.2 *Exigences techniques*, de la section 4.4 *EXIGENCES TECHNOLOGIQUES DE LA SAE* de l'annexe 1, supprimer l'exigence Tech.23 dans son intégralité.

**CHANGEMENT: 128**

À l'Annexe 1, à la section 6.13.3.2 *Rapports*,

SUPPRIMER: Ce niveau de services permet de mesurer à quel point l'entrepreneur respecte le calendrier établi ainsi que l'exactitude des rapports fournis aux termes du contrat pour tous les services.

INSÉRER : Ce niveau de services permet de mesurer à quel point l'entrepreneur respecte le calendrier établi ainsi que l'exactitude des rapports, tel qu'il est indiqué dans l'EDT.

**CHANGEMENT: 129**

Ce changement est soulevé pour modifier la version anglaise de la DP seulement. Il n'y a pas de changement à la version française de la DP.

**(B) QUESTIONS****QUESTION: 399**

Le Canada offre aux soumissionnaires la possibilité de recourir à un tiers fournisseur de services de carte de paiement. Si ce fournisseur de services de carte de paiement a obtenu la certification PCI-DSS pour le niveau 1 et qu'il se trouve au Canada, doit-il également respecter l'ensemble des contrôles du processus d'EAS et être inscrit au Programme de sécurité industrielle? La conformité du soumissionnaire et des interfaces à destination ou en provenance du fournisseur de services de carte de paiement est-elle suffisante?

**RÉPONSE: 399**

Par souci de clarté, l'entrepreneur n'est pas tenu de fournir un service tiers de paiement par carte. Veuillez consulter la réponse à la question n° 401, laquelle contient des précisions au sujet des exigences du Canada concernant les cartes de crédit.

Si la proposition d'un soumissionnaire comprend le traitement des cartes de crédit au moyen d'une Solution d'achats électroniques (SAE) par l'intermédiaire d'un fournisseur de service tiers de paiement par carte, ce dernier doit être inscrit au Programme de sécurité industrielle (PSI) s'il a accès à des renseignements protégés et il doit conserver une certification PCI DSS de niveau 1 valide tout au long de la période durant laquelle sera effectué le traitement de cartes de crédit au moyen d'une SAE.

Si le soumissionnaire offre le service et que l'offre est acceptée par le Canada, l'entrepreneur doit fournir le service.

**QUESTION: 400**

En raison du nombre de clarifications et de modifications de la portée des travaux reçues à ce jour, TPSGC pourrait-il distribuer une version révisée de la DP?

**RÉPONSE: 400**

Veuillez-vous référer à la réponse à la question n° 416.

**QUESTION: 401**

En ce qui concerne la réponse à la question n° 112 de la modification 11, en date du 20 juin 2016, nous avons une question en deux parties :

Partie A : Nous demandons des précisions quant aux éléments suivants :

- a) Concernant le paiement de transactions, le Canada s'attend-il à ce que la SAE :
- i. traite les transactions de paiement à l'interne et verse les fonds à chaque fournisseur? ou
  - ii. transfère les renseignements de carte de crédit au fournisseur, ainsi que le montant de la commande et le montant total, afin que celui-ci puisse traiter le paiement hors de la SAE?

b) Les sociétés de services de carte de paiement de l'industrie ou les environnements d'hébergement de PCI DSS attestés ne participent habituellement pas au programme canadien de la sécurité industrielle.

Ils assurent plutôt leurs opérations en fonction de l'assurance qu'offre l'industrie en vertu de la norme Payment Card Industry Data Security Standard. Si le soumissionnaire propose un modèle qui fait appel à un service de carte de paiement tiers ou à un environnement d'hébergement de PCI DSS attesté, considérerait-on qu'il s'agit d'un prestataire externe exempté des critères en matière de sécurité visant les sous-traitants de la DP (c.-à-d. le programme de la sécurité industrielle)?

Partie B : En ce qui concerne la section 3.7, l'exigence F-03.06 indique qu'il pourrait y avoir une connexion aux systèmes dorsaux du fournisseur aux fins de transmission de factures et de notes de crédit par échange de données informatisées ou au moyen de services Web. Une fois ce niveau de connectivité auprès du fournisseur réalisé, les fournisseurs demandent également que les bons de commande soient envoyés par la même méthode à leurs systèmes dorsaux. Le Canada peut-il confirmer s'il est possible que la transmission de bons de commande aux systèmes dorsaux du fournisseur deviennent également une exigence future de la SAE? Dans l'affirmative, laquelle des situations ci-dessus a) ou b) (Partie A de la question ci-dessus) s'appliquerait dans ce scénario?

**RÉPONSE: 401**

## Partie A :

Veuillez noter que l'exigence A-08.04 de la question et la réponse n° 112 a été supprimée conformément à l'énoncé des travaux (EDT) révisé de la modification 18; l'exigence D-23.00, Gestion des cartes, a été ajoutée pour clarifier les exigences du Canada concernant les cartes fantômes et les cartes d'achat propres à un utilisateur.

Conformément à l'exigence D-23.04, la Solution d'achats électroniques (SAE) doit permettre d'envoyer des renseignements sur le paiement par carte avec la commande, afin que le fournisseur puisse traiter le paiement en dehors de la SAE auprès de sa société émettrice de carte de crédit. Les renseignements de cartes de crédit masqués (comme certains chiffres de la carte de crédit, la date d'expiration ou la source de la carte) sont suffisants pour répondre à cette exigence. La SAE n'est pas tenue de traiter les transactions de paiement et de fournir les fonds aux fournisseurs.

Pour les paiements non effectués par carte de crédit, le Système ministériel de gestion des finances et du matériel (SMGFM) et le Système normalisé des paiements du receveur général continueront de traiter les paiements et de verser les fonds aux fournisseurs, comme c'est le cas actuellement. Conformément à l'exigence A-08.05 de l'EDT, il faut effectuer le rapprochement de tous les renseignements sur la réception de biens ou de services et sur le paiement entre la SAE et le SMGFM.

b) Voir la réponse à la question n° 399. Le Canada indique que, en raison de la variété de programmes gouvernementaux qui tirent profit des services de carte de crédit, les entreprises émettrices de cartes de paiement participent en fait au Programme de sécurité industrielle canadien.

## Partie B :

Le Canada confirme que la transmission de bons de commande aux systèmes dorsaux du fournisseur ne constitue pas une exigence du présent EDT. Toutefois, si un fournisseur demande à l'entrepreneur d'améliorer sa fonctionnalité, le coût des modifications ne doit pas être assumé par le Canada.

**QUESTION: 402**

En ce qui concerne les exigences ci-après de la demande de propositions, soit D-19.05, A-08.04, H-01.16, J-03.01, Tech.23 (respect de la certification PCI-DSS à titre de fournisseur de service de niveau 1), la conformité des centres de données à la norme PCI énoncée à la page 267 (troisième exigence du tableau), C5.7, et la section 1.4 des certifications PCI-DSS, nous croyons que les applications d'approvisionnement électronique en soi ne stockent pas les renseignements de cartes de crédit; en général, elles stockent plutôt des renseignements de carte de crédit masqués, p. ex. les derniers chiffres du numéro de carte de crédit, la date d'expiration, la source de la carte de crédit. Nous estimons que cela suffit pour la réalisation de transactions de commandes d'achat entre le client et les fournisseurs. Les véritables renseignements de cartes de crédit demeurent privés entre le client et le fournisseur; par conséquent, le mécanisme de paiement pour le stockage et le traitement des cartes de crédit ne devrait pas faire partie de ces exigences. Nous croyons que la SAE devrait simplement assurer le maintien de ces types de méthodes de paiement conformément à l'exigence D-03.15, en utilisant des renseignements de cartes de crédit masqués comme il a été décrit précédemment. Par conséquent, nous demandons respectueusement le retrait de toutes les exigences de traitement des paiements et de stockage des cartes de crédit parmi les exigences de la présente demande de propositions, en fonction de toutes les exigences susmentionnées.

**RÉPONSE: 402**

Veuillez consulter la réponse à la question n° 401, laquelle contient des précisions au sujet des exigences du Canada concernant les cartes de crédit. En ce qui concerne la demande visant à supprimer les exigences relatives à l'entreposage des cartes de crédit et au traitement des paiements :

- Consulter la section sur les changements de la présente modification qui supprime l'exigence D-19.05
- L'exigence A-08.04 a été supprimée, conformément à l'EDT révisé publié dans la modification 18
- L'exigence H-01.16 demeurera telle quelle puisqu'elle concerne les coentreprises et non les renseignements sur les cartes de crédit
- L'exigence J-03.01 demeurera telle quelle à la suite de la clarification fournie dans la réponse du Canada à la question n° 401 concernant le caractère acceptable des renseignements de cartes de crédit masqués
- Consulter la section sur les changements de la présente modification qui supprime l'exigence Tech.23
- En ce qui concerne la « conformité des centres de données à la norme PCI énoncée à la page 267 (troisième exigence du tableau) », consulter la section sur les changements de la modification 18, qui fait passer les ententes sur les niveaux de services de la section III de l'annexe 2 à la pièce jointe 1 de la partie 6 – Ententes sur les niveaux de services – Sécurité et

respect de la vie privée. Il a été précisé que la présente pièce jointe a été définie uniquement à titre d'orientation à l'intention de l'entrepreneur, et ce, aux fins d'examen.

- L'exigence C5.7 demeurera telle quelle puisque la certification PCI-DSS sera envisagée dans la force globale en matière de sécurité de la proposition aux fins d'évaluation.

**QUESTION: 403**3.3.3 Exigences du portail (section B-01.01)

Veuillez indiquer le type de contenu auquel fait référence l'exigence « Permettre aux administrateurs autorisés de créer, de modifier, de visualiser, d'approuver et de publier électroniquement du contenu dans le portail en temps quasi réel ». Cette exigence fait-elle référence à du contenu associé à une proposition ou à une occasion en particulier, ou fait-elle référence à du contenu général comme des foires aux questions?

**RÉPONSE: 403**

L'article 3.3.3 – Exigences du Portail B-01.01, porte sur le contenu général. Veuillez noter le changement suivant apporté à la section B-01.01 de l'EDT, dans le cadre de la modification n° 018 : « Permettre aux utilisateurs de créer, de modifier, de visualiser et de publier électroniquement du contenu dans le portail en temps quasi réel. »

**QUESTION: 404**Modification n° 13, Changement 60, 6.10.2, Jalon 2 – Environnement de la solution

L'exigence précise que « l'entrepreneur a exécuté les travaux et atteint les objectifs décrits dans la partie 5 Exigences non fonctionnelles ». Cependant, certaines exigences de la partie 5 seront uniquement disponibles pendant les jalons futurs et ne seront pas disponibles pendant la configuration de l'environnement. Par exemple, l'exigence relative au point 5.6, Bureau de service, ne sera pas respectée avant le jalon 3 et plus tard, lorsque les applications de la Solution d'achats électroniques (SAE) seront fournies. Nous demandons à l'État d'évaluer le jalon 2 plus en profondeur et de fournir des exigences particulières aux termes de la partie 5, qui devront être respectées dans le cadre du jalon 2.

**RÉPONSE: 404**

Veuillez consulter les changements à l'EDT dont il est question dans la modification n° 018, qui traitent du déplacement de l'exécution des travaux et des objectifs décrits à la partie 5 – Exigences non fonctionnelles, vers le Jalon 3 – Habilitation des fournisseurs.

**QUESTION: 405**6.8.1.4 Essais d'acceptation par les utilisateurs

La demande de propositions (DP) précise ce qui suit : « Une fois qu'il aura reçu la version, le GC effectuera rapidement l'essai d'acceptation d'après les critères d'acceptation pertinents et informera l'entrepreneur de l'issue des essais. » Est-il nécessaire que l'entrepreneur fournisse les outils de gestion des essais pour l'essai d'acceptation par les utilisateurs, par exemple, pour les scripts de test et la gestion des plans, la gestion de l'exécution des essais et la gestion des défauts? Nous aimerions demander à l'État de fournir ces outils de gestion des essais pour en faciliter l'accès par les utilisateurs de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et de conserver les documents pertinents associés à ces essais. Nous demandons également à l'État de fournir les mêmes outils de gestion des essais dans le cadre du projet de SAE pour les essais d'intégration de systèmes de façon à ce que les scripts de test et le plan puissent être réutilisés pour l'essai d'acceptation par les utilisateurs et que divers cycles de mise à l'essai puissent être intégrés.

**RÉPONSE: 405**

Le Canada ne demande pas à l'entrepreneur de fournir des outils de gestion des essais en vue de gérer le processus d'EAU quoiqu'il pourrait consentir à ce que les soumissionnaires proposent d'utiliser leur outil (partagé) de gestion des essais au moyen de leur plan d'intégration et de mise à l'essai décrit à l'article 6.8.1.3 – Intégration de la transition et mise à l'essai, Annexe 1 de l'Énoncé des travaux.

Les renseignements sur les processus et les méthodes d'EAU du Canada seront communiqués à l'entrepreneur à la suite de l'attribution du contrat. Si le Canada décide d'utiliser son propre outil de gestion des EAU, il ne prévoit pas être mesure de le mettre à la disposition de l'entrepreneur.

**QUESTION: 406**Modification n° 13, changement 72 : k) Instances du Système ministériel de gestion financière

Veuillez fournir le numéro de version de l'instance de SAP R3 et de l'instance d'Oracle, y compris le numéro de la version du logiciel et le numéro du correctif.

**RÉPONSE: 406**

Pour des motifs de sécurité, le Canada fournira uniquement des détails particuliers sur la version du logiciel et les numéros de correctif des instances du SMGF à l'entrepreneur, à la suite de l'attribution du contrat. Le Canada peut confirmer que toutes les instances SAP R3 figurent dans la version ECC6 (ERP6) et que le Canada est en train de s'assurer que toutes les instances du SAP comprennent EHP6 (ou une version plus récente). Les soumissionnaires sont priés de se rappeler que, conformément à la réponse à la question n° 364 de la modification n° 017, les soumissionnaires doivent présenter leur soumission selon le principe que, conformément à la section 4.3.2.4 de l'énoncé des travaux, la connectivité entre la SAE et les SMGF doit se faire par l'intermédiaire de l'ESB.

**QUESTION: 407**4.3.2.3 Interopérabilité technique

La DP précise ce qui suit : « La SAE doit interopérer avec les éléments de technologie de l'information du GC (p. ex. infrastructure et plateforme) sans qu'il faille apporter d'importantes modifications à l'infrastructure existante du GC ni de modifications aux postes de travail. » Pour intégrer la SAE avec les systèmes de planification des ressources de l'entreprise (PRE) du gouvernement du Canada (GC), il est possible que certaines composantes logicielles ou certains modules d'extension doivent être installés sur les systèmes de PRE du GC ou que certains systèmes de PRE du GC doivent être mis à niveau à certains niveaux de correctifs. Veuillez confirmer que l'État fournira les services nécessaires pour répondre à ces conditions préalables pour la SAE.

**RÉPONSE: 407**

La SAE doit fonctionner dans l'environnement du GC décrit dans la présente DP. Le Canada évaluera la nécessité d'acquérir d'autres logiciels, modules d'extension ou mises à niveau pour les systèmes du GC, et, s'il y a lieu, abordera cette question au moyen d'un processus d'autorisations de tâches. Si le Canada n'est pas en mesure de mettre en œuvre le changement demandé pour les systèmes du GC, l'entrepreneur devra trouver une solution de rechange pour s'assurer que la SAE satisfait aux exigences du contrat.

**QUESTION: 408**4.3.1 Contexte

La DP précise ce qui suit : « L'outil normalisé d'interopérabilité entre les processus opérationnels et les systèmes administratifs de TPSGC est l'Enterprise Service Bus (ESB) d'Oracle ». Étant donné que l'ESB d'Oracle appartient au GC, veuillez confirmer que l'État se chargera de tous les travaux qui seront nécessaires pour assurer l'intégration entre l'ESB d'Oracle et les systèmes dorsaux, y compris les exigences relatives au logiciel, au matériel, à la configuration et à l'élaboration, en fonction des conseils et du soutien du fournisseur.

**RÉPONSE: 408**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 363.

**QUESTION: 409**

Dans le cadre de l'exécution du projet de SAE, plusieurs outils de gestion de projets seraient nécessaires. Par exemple, un outil de collaboration comme SharePoint pour stocker les documents de projet, ainsi qu'un système de courriel pour interagir avec les intervenants du GC et planifier des réunions. Étant donné les exigences strictes du GC en matière de sécurité et pour faciliter la gestion de ce projet en collaboration avec le GC, nous recommandons que ces outils de gestion de projets soient fournis par le GC. Veuillez fournir une liste des logiciels et des outils que le GC peut fournir à l'équipe de projet pour la réalisation de ce projet.

**RÉPONSE: 409**

TPSGC n'utilise actuellement pas d'outils de gestion de projet ou de collaboration qu'il pourrait raisonnablement mettre en commun avec l'entrepreneur. Le Canada étudie la possibilité d'acquérir de tels outils et de les mettre en commun avec l'entrepreneur. Le GC examinera aussi la possibilité d'utiliser les outils communs de gestion de projet ou de collaboration s'ils ont été mis à sa disposition par l'entrepreneur. Tout outil commun de gestion de projet ou de collaboration (géré par le GC ou par l'entrepreneur) ne pourra renfermer de renseignements protégés ou de nature délicate sauf si ces outils sont conformes aux exigences relatives à la sécurité du Canada. L'entrepreneur serait tenu d'assumer le coût des licences pour les ressources contractuelles qui utiliseraient les outils communs, selon le cas.

**QUESTION: 410**

Dans sa réponse à la question 319 de la modification n° 14, le Canada indique ce qui suit : « *Les exigences relatives à la sécurité précisées à l'annexe 2 s'appliquent à toutes les installations tout au long de la durée du contrat* ». Pour clarifier la réponse, cela signifie-t-il que tous les contrôles de sécurité s'appliquent à tous les environnements et à toutes les installations, même dans les cas (p. ex. mise à l'essai, développement, etc.) où ils ne font pas partie des environnements de production de l'infrastructure sous forme de service (IaaS) ou de reprise après sinistre et qu'aucune donnée d'utilisateur (c.-à-d. GC ou fournisseur) n'est stockée ou traitée de quelque façon que ce soit?

**RÉPONSE: 410**

Les exigences relatives à la sécurité précisées à l'annexe 2 s'appliquent à toutes les installations où l'on stocke, traite et gère des données du GC tout au long de la durée du contrat.

**QUESTION: 411**

Le déploiement et la disponibilité du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ont été déplacés au jalon 8 conformément au changement 60 de la modification n° 13. Étant donné que ce jalon doit être achevé dans les 36 mois suivant la date d'attribution du contrat, nous comprenons que le SEAOG devra être déployé, configuré et intégré pendant le jalon 8 et qu'il ne fera pas partie de l'environnement de la SAE qui sera déployé dans le cadre du jalon 2. Veuillez confirmer.

**RÉPONSE: 411**

Veuillez-vous reporter aux changements apportés dans la modification n° 018 pour préciser qu'un environnement SEAOG n'est pas requis dans le cadre du Jalon 2, s'il constitue un environnement distinct de la SAE.

**QUESTION: 412**

La section 1.6 précise ce qui suit : « Bien que la SAE doive être hébergée comme une solution informatique en nuage, l'entrepreneur doit assurer la séparation des données du gouvernement du Canada. » Comme il a été décrit au cours du processus de l'invitation à se qualifier, nous avons l'intention de proposer une solution qui comprend une interface orientée vers les fournisseurs commune (avec une capacité quelconque de catalogage) à tous les clients de l'application de nuage à occupants multiples; tous les appels d'offres présentés au moyen de cette interface sont mis à la disposition de toutes les personnes qui accèdent au site commun, et ces appels d'offres sont stockés dans un répertoire de données commun à occupants multiples. Veuillez confirmer si cette approche est acceptable pour l'État.

**RÉPONSE: 412**

Le Canada confirme que lorsque ses données (p. ex., des données sur les appels d'offres) ne sont pas protégées et sont disponibles au public (comme dans le cas des appels d'offres publiés), ces données peuvent être conservées dans un répertoire de données commun à multiutilisateurs, à condition que l'intégrité des données soit assurée en tout temps. L'entrepreneur doit veiller à ce que les données protégées (comme celles d'une soumission) reçues en réponse à des données conservées dans un répertoire de données commun à multiutilisateurs respectent les exigences en matière de séparation et de sécurité des données, dont il est question dans l'EDT et l'annexe 2.

**QUESTION: 413**

Un nombre considérable d'exigences obligatoires en matière de sécurité empêchent la solution de nuage à occupants multiples d'être conforme. La solution de nuage à occupants multiples que nous prévoyons proposer respecte les normes de sécurité internationales semblables à celles décrites dans la DP, mais la solution n'est pas conforme parce qu'elle ne respecte pas explicitement les normes canadiennes ITSG-22 ou ITSG-23. Au cours de la réunion du fournisseur du 3 mai 2016, l'État a expliqué que les exigences en matière de sécurité étaient tirées d'au moins trois normes différentes et a confirmé qu'il ne s'attendait pas à ce que les soumissionnaires y soient entièrement conformes. Selon l'approche proposée, l'État évaluerait la proposition du soumissionnaire retenu par rapport aux exigences et ciblerait les lacunes. L'État collaborerait ensuite avec le fournisseur pour combler les lacunes à la satisfaction du gouvernement, et s'il n'est pas possible de mettre en place des mesures d'adaptation convenables, la soumission serait rejetée. Cette approche entraîne des risques importants pour les soumissionnaires, et nous sommes d'avis qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'État de permettre les soumissions non conformes qui seront considérées comme conformes en fonction d'une entente postérieure à l'attribution du contrat. Par conséquent, nous proposons que l'État prenne l'une des mesures suivantes :

a) Confirmer que le respect des normes de sécurité internationales est suffisant pour satisfaire aux exigences obligatoires et que l'harmonisation de ces normes internationales avec les normes ITSG sera confirmée par l'intermédiaire d'un exercice de « concordance » qui sera effectué pendant le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité. Les écarts importants entre les normes mises en œuvre et les attentes de l'État pourront ensuite être traités selon les termes d'une entente conclue entre l'État et le fournisseur.

ou



b) Modifier les exigences en matière de sécurité et les faire passer des critères obligatoires aux critères cotés.

**RÉPONSE: 413**

a) Par souci de clarté, il faut se conformer aux exigences en matière de sécurité de la DP. Le Canada confirme toutefois qu'il jugera acceptable que l'on respecte les normes de sécurité internationales qui démontrent la conformité aux exigences en matière de sécurité de l'annexe 2 au cours du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité, étayé par des preuves. De plus, les documents de « concordance » permettant de confirmer l'harmonisation avec les normes internationales par rapport aux exigences en matière de l'annexe 2, y compris les normes de l'ITSG, seront traités au cours du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité en fonction des preuves présentées par l'entrepreneur à ces fins. Tous les risques associés aux lacunes importantes en matière de sécurité déterminées au cours du processus d'évaluation et d'autorisation seront évalués par le Canada et des mesures correctrices seront communiquées, au besoin, à l'entrepreneur aux fins de suivi.

b) Le Canada confirme qu'aucune exigence relative à la sécurité ne passera d'obligatoire à cotée.

**QUESTION: 414**

La réponse 198 de la modification n° 13 fait référence à « [...] deux autres instances SGFM (en plus de TPSGC) tel que décrit au paragraphe k) de la section 1.3 de l'annexe 1 [...] ». Cependant, ce paragraphe énumère seulement les différentes instances du SMGF, mais il ne précise pas quelles sont les deux instances qui sont comprises dans le montant fixe. Veuillez préciser quelles sont les deux instances du SMGF qui sont comprises dans la portée du montant fixe.

**RÉPONSE: 414**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 415.

**QUESTION: 415**

La réponse 198 à la modification n° 13 renvoie à la fois aux ministères (« [...] deux autres ministères [...] ») et aux instances du SMGF (« [...] dans deux autres instances SGFM [...] »). Veuillez confirmer si la portée qui sera incluse dans le montant fixe correspondra au déploiement de deux autres ministères ou de deux instances du SMGF, ce qui pourrait toucher plusieurs ministères.

**RÉPONSE: 415**

Par souci de clarté, à la suite de l'exécution du Jalon 7, le Canada prévoit exercer l'option lui permettant de mettre en œuvre la SAE assortie d'un maximum de deux instances supplémentaires du SMGF, comme il est indiqué et demandé par le Canada, conformément à l'article 7.2.7 – Déploiement à l'échelle du gouvernement – Transition d'entrée d'une instance du SMGF. Les coûts associés au déploiement des deux instances supplémentaires du SMGF devraient être inclus dans le *tableau 6.1 : Travaux optionnels - SAE pour les instances du SMGF de l'annexe 3 - Barème de prix, version 3.0* et ne devraient pas être intégrés aux frais fixes.

**QUESTION: 416**

Compte tenu du nombre de changements qui ont été apportés à la DP, nous demandons respectueusement à l'État de fournir un document de DP à jour qui comprendra tous les changements apportés jusqu'à maintenant.

**RÉPONSE: 416**

Le Canada a fourni une *annexe 1 - Énoncé des travaux* révisé dans le cadre de la modification n° 018. Il ne prévoit toutefois pas émettre une DP mise à jour.

**QUESTION: 417**

Le tableau 6.1 de l'annexe 3 indique que le soumissionnaire devrait présenter un prix pour chaque instance du SMGF. La section 7.2 de l'annexe 1 de la modification n° 13 précise que la portée des travaux pour chaque instance du SMGF comprend le déploiement de la SAE pour chaque ministère associé à l'instance du SMGF. Compte tenu de la portée prévue des travaux pour chaque ministère, y compris la configuration, la formation et les activités de gestion du changement, nous nous attendons à ce que ces travaux représentent une partie importante de l'ensemble des travaux pour chaque instance du SMGF. Veuillez confirmer que le prix pour chaque instance du SMGF devrait tenir compte du déploiement dans tous les ministères qui utilisent cette instance du SMGF.

**RÉPONSE: 417**

Le Canada confirme que la portée des travaux pour chaque instance du SMGF comprend le déploiement de la SAE dans tous les ministères associés à l'instance du SMGF.



**QUESTION: 418**

Nous prévoyons proposer une solution de nuage à occupants multiples d'un fournisseur de logiciels de premier plan dont l'infrastructure de technologie comprend une importante capacité de centre d'exploitation de réseau (CER) et de comité des opérations de protection (COP). Veuillez confirmer que si un soumissionnaire propose une solution de nuage qui comprend des fonctions de CER et de COP, cette capacité n'a pas à être reproduite par le soumissionnaire si ces fonctions répondent à l'objectif présenté dans les exigences de l'État.

**RÉPONSE: 418**

Le Canada confirme que, lorsqu'un soumissionnaire propose une solution qui inclut des fonctions de centre des opérations de sécurité/de centre d'exploitation de réseau, ce dernier n'a pas besoin de reproduire la capacité pourvu que celle-ci comprenne la portée des services de la SAE et soit conforme aux exigences du Canada énoncées dans la DP sur la SAE, notamment la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), pendant la durée du contrat.

**QUESTION: 419**

En ce qui concerne la question et la réponse 198 de la modification n° 13, il est indiqué ce qui suit : « *Une fois le jalon 7 réalisé, l'entrepreneur doit déployer la SAE de sorte qu'elle soit pleinement opérationnelle dans deux autres ministères (en plus de TPSGC) [...] »* ; cependant, la réponse à la question 206 prévoit ce qui suit : « *[...] le prix de lot ferme de la transition d'entrée devrait prévoir le déploiement des systèmes de gestion des contrats et des approvisionnements au sein de TPSGC et de deux autres ministères seulement [...] »*. Veuillez préciser les services qui doivent être déployés pour les deux autres instances du SMGF.

**RÉPONSE: 419**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 415 pour obtenir des précisions au sujet de l'exigence.

**QUESTION: 420**

En ce qui concerne le changement 60 de la modification n° 13, nous n'avons aucun détail sur les exigences relatives au déploiement des deux instances du SMGF dans l'un ou l'autre des jalons énoncés. Toutefois, la réponse à la question 206 précise que « *[...] le prix de lot ferme de la transition d'entrée devrait prévoir le déploiement des systèmes de gestion des contrats et des approvisionnements au sein de TPSGC et de deux autres ministères seulement [...] »*. Nous avons donc deux questions à cet égard :

a) Si les deux instances du SMGF doivent être déployées pendant la période initiale du contrat et après l'achèvement du jalon 7, veuillez confirmer l'échéancier relatif au déploiement des deux instances supplémentaires.

b) Également, TPSGC peut-il confirmer qu'il déterminera les deux instances du SMGF à l'intérieur d'une période donnée après l'achèvement du jalon 7 (p. ex. dans un délai de six mois)?

**RÉPONSE: 420**

Veuillez consulter la réponse à la question n° 415 pour obtenir des précisions au sujet de l'exigence. Conformément à l'article 7.2.8 Déploiement à l'échelle du gouvernement – Service opérationnel lié à l'instance du SGFM, « Pour l'instance du SGFM applicable demandée, les éléments ci-dessus doivent être réalisés dans les douze mois suivant la demande du Canada ». Le Canada s'attend, aux fins de planification, à ce que les instances du SGFM puissent être identifiées avant l'achèvement du Jalon 7. Toutefois, pour l'instant, le Canada confirme uniquement qu'il pourrait exercer l'option lui permettant d'intégrer les 2 instances du SMGF pendant la durée du contrat.

**QUESTION: 421**

En ce qui concerne le changement 72 de la modification n° 13, nous comprenons que les listes ont été fournies pour mieux comprendre la portée pour l'utilisateur des deux instances du SMGF supplémentaires et des autres services facultatifs du SMGF, mais TPSGC pourrait-il confirmer qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des flux de travail distincts, une structure de comptabilité distincte, une séparation des données de l'utilisateur ou des diagrammes de processus dans le cadre du déploiement d'une SAE de base entièrement opérationnelle de base et que ces éléments feront partie des travaux à réaliser dans le cadre du déploiement des instances facultatives du SMGF?

**RÉPONSE: 421**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 415, qui fournit des précisions à cet égard.

**QUESTION: 422**

En ce qui concerne le déploiement des deux autres instances du SMGF (questions et réponses 198 de la modification n° 13), TPSGC pourrait-il confirmer si l'entrepreneur sera chargé de traiter avec les deux ministères directement ou si les communications seront faites au moyen de points de contact au sein du Ministère?

**RÉPONSE: 422**

Les services que fournira l'entrepreneur au Canada, en appui au déploiement à l'échelle du gouvernement – Transition d'entrée d'une instance du SMGF, doivent être conformes aux travaux décrits dans l'EDT et aux plans indiqués à l'article 7.2.7 f) facilitera et appuiera l'intégration des ministères et des organismes du GC à la SAE conformément aux plans et prévoit l'application d'une approche de collaboration dans le cadre de la transition, en partenariat avec les ministères participants.

**QUESTION: 423**

La modification n° 18 a entraîné un nouvel énoncé des travaux qui change fondamentalement de nombreux aspects de la demande de propositions, particulièrement en ce qui a trait aux besoins opérationnels. L'évaluation des répercussions qu'auront ces changements nécessitera beaucoup de temps, car il faut les examiner en fonction de la solution que nous prévoyons proposer, et nous devons faire des ajustements afin de respecter les nouvelles exigences. Nous sollicitons respectueusement une prolongation de quatre semaines et demandons que cette requête soit traitée dans la prochaine semaine; autrement, nous ne serons pas en mesure de répondre à la présente demande de propositions.

**RÉPONSE: 423**

Le Canada prolonge la date de clôture de la DP jusqu'à 14:00 (HAE) le 19 septembre 2016.

**QUESTION: 424**

Comme l'indiquent les communications précédentes, nous prévoyons que les soumissionnaires auront besoin d'au moins six semaines pour répondre lorsque SPAC aura répondu à toutes les questions ayant une incidence sur la conformité. La modification n° 18 a répondu à plusieurs de ces questions, mais certaines sont toujours en suspens. Nous présenterons d'autres questions donnant suite aux réponses fournies récemment. Veuillez confirmer que SPAC continuera de reporter la date de clôture de la demande de propositions durant le traitement de ces importantes questions et des suivis.

**RÉPONSE: 424**

Le Canada prolonge la date de clôture de la DP jusqu'à 14:00 (HAE) le 19 septembre 2016.

**QUESTION: 425**

Étant donné l'importance de certaines questions toujours en suspens, nous demandons une prolongation jusqu'au 16 septembre.

**RÉPONSE: 425**

Le Canada prolonge la date de clôture de la DP jusqu'à 14:00 (HAE) le 19 septembre 2016.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**